

De Clausewitz à Galula, la singularité de la guerre contre-insurrectionnelle

Matthieu MEISSONNIER

La lecture comparée de Clausewitz et Galula, comme semble nous y inviter le général américain Petraeus, permet de comprendre ce que le second doit au premier, mais surtout en quoi il innove. Elle permet d'appréhender la singularité de la guerre contre-insurrectionnelle. Selon Galula, elle se caractérise par la maîtrise de la violence et le refus de la montée aux extrêmes. Son centre de gravité n'est pas l'armée adverse, mais la population qu'il faut conquérir. Enfin, elle confirme la prépondérance du politique sur le militaire et exclut toute autonomie de la sphère de la guerre.

Sans l'action du général David Petraeus, qui en a fait le *vademecum* des officiers américains en Irak et en Afghanistan, ainsi que celui des stagiaires du *Command and General Staff College* ⁽¹⁾, il est fort probable que les Français n'auraient pas pris la mesure de l'œuvre de leur compatriote David Galula. Lieutenant-colonel de l'Armée de terre, puis chercheur à Harvard à partir de 1962, il est décédé en 1968. Son principal ouvrage est intitulé *Contre-insurrection, théorie et pratique* ⁽²⁾.

Dans ces travaux des années 60, on ne pourrait voir qu'un élément de notre histoire qui devrait être expliqué aux militaires américains et alliés en même temps que d'autres contributions de la période algérienne. Ils n'auraient alors qu'une dimension contingente, sans guère de portée pour le présent et l'avenir.

Mais, après avoir « découvert » Galula, ne serait-ce pas l'enfourer à nouveau ?

(1) Particulièrement, *Pacification in Algeria*, 1962, nouvelle éd. 2006, Rand Corporation, 326 p. (non traduit en français).

(2) *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, Économica, 2008, 213 p. traduit de l'anglais *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*, 1963, par Philippe de Monténon.

Dans la préface de l'édition française de *Contre-insurrection*, le général Petraeus, paraphrasant Bernard Brodie à propos de *De la guerre* de Clausewitz, a ce jugement : « De la même façon, on peut dire de l'ouvrage de Galula qu'il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle » et, quelques lignes plus loin, « Il sera considéré un jour comme le plus important des écrits militaires français du siècle dernier. C'est déjà le cas aux États-Unis ».

Cette comparaison flatteuse marque sans aucun doute la haute estime dans laquelle le général Petraeus tient le lieutenant-colonel Galula ; mais n'est-elle pas aussi et surtout une clef de lecture pour comprendre ce penseur militaire ?

Il est très vraisemblable que ce soit la seconde hypothèse qu'il faille privilégier. La lecture parallèle de *De la guerre* ⁽³⁾ et de *Contre-insurrection* permet, en effet, à travers ce qui les oppose ou les réunit, de saisir l'originalité de la pensée de Galula et d'en comprendre la signification pour les opérations d'aujourd'hui.

Trois éléments fondamentaux peuvent être ici retenus : un élément d'opposition d'abord, le refus de la montée aux extrêmes ; un élément d'évolution ensuite, le changement du centre de gravité ; enfin, un élément de continuité, la primauté du politique. Ce sont ces trois éléments qui, appréhendés ensemble, marquent la modernité de la pensée de Galula.

LA GUERRE CONTRE-INSURRECTIONNELLE OU LE REFUS DE LA MONTÉE AUX EXTRÊMES

Pour Clausewitz, la guerre est dans son concept même une montée aux extrêmes. Elle tend vers l'absolu, la totalité : « La guerre est une violence en action et son usage n'est limité par rien ; chacun des adversaires impose à l'autre sa loi, d'où découle une interaction qui ne peut manquer, conformément à l'essence du sujet, de mener aux extrêmes ».

(3) *De la guerre*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 1999, 427 p. traduit de l'allemand *Vom Kriege*, 1832, par Laurent Murawiec.

Ce concept est pour René Girard ⁽⁴⁾ l'incarnation au plus haut niveau de son principe fondateur : la violence mimétique. L'opposition des volontés et le duel de la guerre ne peuvent conduire qu'à une augmentation de la violence et des forces engagées dans le conflit. Pour lui, « l'hyperterrorisme », selon le mot de François Heisbourg ⁽⁵⁾, est l'incarnation de l'inévitable montée aux extrêmes de l'humanité, qui la pousse vers l'embrassement.

De manière moins exacerbée, le concept clausewitzien de la guerre comme une violence non limitée a été repris par plusieurs théoriciens de la contre-insurrection. On le retrouve par exemple dans *La guerre moderne* du colonel Trinquier ⁽⁶⁾ avec l'idée d'alignement sur la violence de l'ennemi. On le retrouve également parmi tous ceux qui ont fait de l'imitation de l'insurrection et de ses méthodes de combat, y compris les plus brutales, le mode d'action privilégié de la contre-insurrection. Ces conceptions ont fait la part belle à l'action clandestine, mais ont aussi paru justifier des dérives voire des crimes commis au cours d'opérations ou du recueil du renseignement.

Pour Galula, au contraire, la guerre contre-insurrectionnelle est tout sauf une montée aux extrêmes. Dans ses principes, elle se distingue de la guerre classique. Elle est une minimisation de l'usage de la force et une maîtrise de la violence. Elle implique une troupe formée spécifiquement à cet effet et donc différemment de l'affrontement de haute intensité. Enfin, Galula demande de porter une attention particulière aux « bavures », de les limiter bien entendu, mais aussi d'aller jusqu'à les sanctionner publiquement et immédiatement, et d'envisager leur réparation rapide. Cela suppose que la force loyaliste, ou l'autorité civile qu'elle appuie, dispose des moyens et des savoir-faire nécessaires.

Ainsi, mis en parallèle, on comprend tout l'intérêt de l'apport de Galula au regard de l'action américaine en Irak et en Afghanistan et, plus généralement, de « la guerre globale contre la terreur ». L'officier français induit une logique opérationnelle profondément différente et impose une cohérence de valeurs et d'éthique entre la force, la société qui la soutient et le théâtre d'opération.

(4) *Achever Clausewitz*, Carnets Nord, Paris, 2007, 363 p.

(5) *L'hyperterrorisme : la nouvelle guerre*, Odile Jacob, Paris, 2001, 270 p.

(6) *La Table Ronde*, Paris, 1961, 199 p.

LA POPULATION, NOUVEAU CENTRE DE GRAVITÉ DES OPÉRATIONS

Si la guerre contre-insurrectionnelle ne doit pas être une montée aux extrêmes, c'est que la destruction des forces ennemies n'est plus le centre de gravité des opérations.

Clausewitz développe la notion de *centrum gravitatis*, pour reprendre son expression, par analogie avec la mécanique. Il estime que le coup le plus efficace et le plus puissant doit toujours être porté là où la concentration des forces ennemies est la plus importante pour le mettre à bas et le vaincre. Pour lui, détecter le centre de gravité et en mesurer le potentiel d'action est l'un des éléments principaux du jugement stratégique. Il permet la concentration de ses propres forces, l'économie de ses moyens et, par la juste analyse de la situation, de conserver la liberté d'action.

Clausewitz estime que, le plus souvent, le centre de gravité est l'armée ennemie, comme il le note lui-même pour Alexandre le Grand, Gustave Adolphe, Charles XII et Frédéric II ; mais il n'en a pas une conception figée. Il relève que : « Dans la guerre populaire, c'est à la fois la personnalité des dirigeants et l'opinion publique. Ce sont là des objectifs qu'il faut attaquer ».

Contrairement à ce qui est trop souvent affirmé, il ne méconnaît pas la guerre populaire. Comme d'autres auteurs de son temps, il en a compris l'importance. Dans *De la guerre*, il écrit notamment : « Comme un brasier qui s'étend, elle dévore le sol où se tient l'armée ennemie. Elle a besoin de temps pour réussir ; un état de tension se développe [...] Il va [...] déclencher une crise où les flammes d'un incendie vont partout aller brûler l'armée ennemie, et la contraindre à évacuer le pays avant qu'il ne se transforme en tombeau ».

Cependant, Clausewitz n'en fait pas un conflit de nature différente. Surtout, il n'en conçoit pas l'autonomie à côté de l'affrontement classique. Pour lui, la guerre populaire s'articule avec la guerre entre États. Elle en est un instrument à la disposition du général selon les circonstances, le terrain et les objectifs. La guerre du peuple doit être unie dans un plan d'ensemble avec la guerre de l'armée régulière. Il s'agit pour l'essentiel d'un mode d'action périphérique, notamment

sur les arrières de l'ennemi et qui peut être soutenu par des détachements de l'armée régulière.

Le soulèvement populaire n'induit pas, pour l'armée qui y est confrontée, une modification de son mode d'action. Il indique, par exemple, la possibilité de châtier des villages en les incendiant ou en les pillant.

Clausewitz ne la conçoit ni comme un affrontement intérieur entre insurgés et loyalistes ni comme un conflit idéologique.

Pour Galula, au contraire, la guerre contre-insurrectionnelle est fondamentalement nouvelle car l'insurrection a une base idéologique. Sa dynamique même est la transformation d'une cause — ressource immatérielle — en conquêtes et en capacités matérielles : les forces armées, le territoire...

Le contrôle de la population est la force principale de l'insurgé. C'est cet atout qui lui permet d'être volatil, d'esquiver une opération militaire classique, de refuser le combat et de revenir affirmer son emprise la nuit puis le jour. Cependant, comme l'écrit Galula : « Si l'insurgé est fluide, la population elle, ne l'est pas [...] En concentrant ses efforts dans la population, le loyaliste compense sa propre rigidité et assure le plein-emploi de ses moyens [...] Lorsque le loyaliste met la pression non pas directement sur l'insurgé mais sur la population, qui est la vraie source de puissance de son adversaire, celui-ci ne peut pas réellement refuser le combat car il courrait alors à sa perte ».

Galula n'abandonne donc pas le concept de centre de gravité mais en change l'objet, ce qui, à la différence de l'auteur allemand, implique un changement de nature et une importante évolution opérationnelle.

Ainsi, la guerre contre-insurrectionnelle n'a plus pour objectif principal de détruire les forces armées de l'insurgé, qui ne sont pas son centre de gravité, mais de faire porter l'effet majeur sur le contrôle de la population. Il convient de la dissocier des insurgés, de la conduire à collaborer activement et de la rallier au camp loyaliste.

L'abandon des armes par l'insurgé n'est qu'un effet secondaire s'il n'a pas d'impact sur le contrôle de la population. Le guérillero ne pouvant se maintenir sans le soutien de la population, il « tombera comme un fruit mûr », si le loyaliste le reconquiert.

Conformément à ce que pensait Clausewitz, contraindre l'ennemi à faire la paix résulte toujours de la capacité à briser sa volonté, mais cela ne provient plus de la seule destruction de sa force armée et, selon son expression, de la « soumission » de son peuple. Au contraire, la victoire passe par la conquête de la population qui a pour conséquence la destruction de l'ennemi. La population devient le centre et l'objectif des opérations et non un élément périphérique ou d'environnement. De ce fait, tout usage malencontreux de la force à son égard est à bannir. C'est bien parce qu'il y a un changement de centre de gravité dans la guerre contre-insurrectionnelle qu'elle n'est plus une inévitable montée aux extrêmes.

L'action sur la population doit incarner la « cause » que la contre-insurrection oppose aux insurgés. Elle doit donc être conforme à ses valeurs, à son projet politique et au projet de développement économique. C'est la capacité à proposer et mettre en œuvre un avenir meilleur, c'est-à-dire à la fois certain dans la durée et ouvrant des perspectives plus favorables, qui fait la décision.

Cette dimension de la pensée de Galula est, elle aussi, profondément moderne pour un acteur américain par rapport aux conceptions développées par l'Administration Bush dans la foulée de la « Révolution dans les affaires militaires ». Les campagnes d'Irak et d'Afghanistan n'avaient-elles pas été présentées par leur fulgurance, la précision des armes, la rapidité de la boucle décisionnelle et du renseignement comme les modèles de toute action future s'appuyant sur la technologie, les frappes à distance et des forces terrestres réduites à un corps expéditionnaire plus calibré pour le « tire-oublie » que l'action civilo-militaire dans la durée ? La comparaison Galula-Clausewitz illustre, en outre, la propre expérience irakienne du général Petraeus qui fut, après l'invasion, le seul à mettre en œuvre avec un certain succès une stratégie de contre-insurrection dans le Nord du pays.

LA PRIMAUTÉ DU POLITIQUE OU LE REFUS DE L'AUTONOMIE DE LA GUERRE

Le troisième grand axiome de la pensée clausewitzienne est la dimension essentiellement politique de « la guerre [qui] n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens ». Sur ce

point, il y a une véritable filiation entre le général prussien et le lieutenant-colonel français.

Pour Clausewitz, « la guerre [...] part toujours d'une situation politique et n'éclate que pour des raisons politiques. C'est donc un acte politique ». Plus encore, et à l'opposé de tous ceux qui défendent l'autonomie du militaire par rapport au politique une fois les hostilités déclenchées, la politique est pour lui « la considération première et suprême de [leur] conduite ». Malgré les apparences, ce n'est pas parce qu'un affrontement monte aux extrêmes qu'il en serait moins politique, que ses seuls objectifs seraient militaires et que le politique s'effacerait. Une telle conception est une illusion. Toutes les guerres sont politiques. « La guerre n'est jamais une réalité indépendante mais dans les cas envisageables un instrument politique [...] de nature subordonnée ».

Le refus par Clausewitz de considérer la guerre comme un espace autonome qui suspendrait les lois habituelles et la diplomatie entre les États est réellement original au-delà de tout machiavélisme et de toute banalisation du recours à la guerre. On se souvient, en effet, que dans la conception américaine, les militaires disposent d'une grande autonomie dans la conduite des opérations, jusqu'à une certaine délégation de pouvoir temporaire. Le général Wesley Clark ⁽⁷⁾, qui commandait au Kosovo et qui fut candidat à la présidence des États-Unis, avait rendu publique son opposition aux *caveats* des pays de l'Otan concernant le ciblage lors des opérations aériennes. Il avait estimé incompatible une conduite efficace de la guerre avec la poursuite de négociations diplomatiques continues au sein d'une coalition et plus particulièrement la capacité de veto de chaque pays membres du Conseil de l'Atlantique Nord. La situation avait conduit les États-Unis à poursuivre leurs propres opérations sans en avertir leurs alliés. Elle avait aussi forgé le sentiment que l'Amérique devait désormais privilégier les coalitions de volontaires en fonction des circonstances plutôt que les alliances institutionnelles. Ce sont ces conceptions qui ont prédominé dans le cadre des campagnes d'Irak et d'Afghanistan.

Cette mise en perspective souligne une autre dimension de la pensée de Galula. Comme Clausewitz, il estime que la guerre, et donc

(7) « *Waging Modern War : Bosnia, Kosovo and the future of Combat* », *Public Affairs*, 2001, 479 p.

sa version contre-insurrectionnelle, est fondamentalement politique. Elle est marquée par la prépondérance permanente du politique sur le militaire parce qu'elle ne laisse pas de prise à la montée aux extrêmes et qu'elle vise à convaincre d'une cause plutôt qu'à soumettre la population.

Elle a une forte dimension idéologique. La force n'est pas neutre, sans être pour autant partisane. Elle doit adhérer au loyalisme institutionnel et au projet de société qu'il porte : les institutions démocratiques, l'égalité civile...

La prépondérance civile est double : opérationnelle et institutionnelle.

Pour Galula, « la politique devient par elle-même une fonction opérationnelle. Les interactions entre le politique et le militaire deviennent si fortes qu'on ne peut plus nettement les séparer ». Du déclenchement des hostilités à la victoire finale, les tâches proprement militaires ne représenteraient pas plus de 20 % de l'ensemble. Il ne faut gêner la population qu'*a minima* car l'objectif est de reconstruire un état normal le plus rapidement possible.

Confier l'ensemble des missions aux militaires parce qu'ils ont la maîtrise du terrain est une tentation, mais il s'agirait d'une erreur. Le pouvoir civil devrait, au contraire, conserver la primauté sur le militaire à tous les échelons, même le plus bas, et assurer la coordination de l'action. Il s'agit, certes, en premier lieu, de la police et de la justice, mais pas seulement. C'est toute l'administration normale qui doit être rétablie dans ses prérogatives et ses missions.

*
**

Ainsi, bien que marquée par l'expérience algérienne et s'inscrivant dans le contexte des années 60, la pensée du lieutenant-colonel Galula apparaît réellement novatrice et moderne. Mise en contrepoint de celle d'un Clausewitz qui a profondément marqué les conceptions militaires et stratégiques américaines au cours du XX^e siècle, elle révèle toute sa richesse.

Elle a, tout d'abord, une dimension optimiste et éthique qui va à l'encontre d'un certain air du temps. Non seulement nous n'assistons pas nécessairement à une montée aux extrêmes apocalyptique

marquée par le terrorisme, l'extrémisme religieux et l'accroissement du nombre des conflits, mais le combat contre-insurrectionnel a une chance de succès surtout s'il s'inscrit dans le respect de la cause politique qu'il défend.

La contribution de David Galula est, ensuite, décisive par la désignation de la population comme étant le centre de gravité des opérations. Sa conquête n'exclut ni l'action militaire, ni la haute technologie. Celles-ci constituent un aspect des opérations. Mais cet objectif impose un mode d'action adapté. À cet égard, Galula estime indispensable de disposer du temps et du nombre. Ce sont peut-être les principaux écueils d'une stratégie occidentale confrontée aux défis de s'appuyer sur une armée locale, à défaut de déployer de plus nombreux contingents et de rester présent dans la durée tout en préparant son désengagement, ce seul objectif risquant de prendre le pas.

Enfin, par la primauté donnée au politique dans tout le spectre de l'action, David Galula fait pencher le balancier, avant l'heure, du côté du *soft power*. Il fait passer la capacité de convaincre avant celle de contraindre et les preuves de la justesse de la cause avant même son affirmation.

Le *surge* organisé par le général Petraeus puis la grande offensive diplomatique lancée par le président Obama ne sont-ils pas deux volets complémentaires d'une nouvelle stratégie américaine puisée, notamment, aux sources de cet officier français ?

Partie de notre histoire militaire, le lieutenant-colonel David Galula est peut-être plus une page à relire qu'à tourner.

Matthieu MEISSONNIER

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un master de recherche en relations internationales, Matthieu Meissonnier est fonctionnaire parlementaire. Il est également officier de réserve (Orsem) au bureau politique des ressources humaines (BPRH) de la direction des ressources humaines de l'Armée de terre (DRH-AT).